

## **Association des universités et collèges du Canada**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Le Canada doit innover pour assurer un avenir prospère dans une économie mondiale concurrentielle. Nos diplômés universitaires, formés dans un milieu branché sur le monde et enrichi par la recherche, sont essentiels à sa prospérité et à sa croissance. Les universités renforcent notre capacité de croissance et notre résilience aux ralentissements économiques. Les connaissances et les découvertes qu'elles génèrent améliorent les produits et les services et créent de nouveaux produits et industries. Le gouvernement fédéral a reconnu la valeur de l'innovation et des universités lors du budget 2012 et dans ses quatre stratégies phares: la stratégie des sciences et de la technologie, l'examen du soutien fédéral de la recherche-développement, la stratégie internationale en matière d'éducation et la stratégie commerciale mondiale. Les universités ont démontré leur rapidité d'action en période de ralentissement économique. Elles ont mené 183 projets sur 79 campus, en respectant les délais et budgets alloués, dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir – un investissement intelligent – alors que le Canada devait stimuler la croissance économique. Les universités demeurent prêtes à collaborer avec les gouvernements au profit des Canadiens. Pour favoriser la reprise et renforcer la croissance économique, les universités recommandent une démarche en trois volets axée sur des initiatives renforçant l'avantage concurrentiel du Canada : ☐ Recherche : accroître le financement des organismes subventionnaires et de la Fondation Canadienne pour l'Innovation, incluant les frais indirects de la recherche; favoriser la collaboration internationale en recherche à grande échelle; accroître les partenariats entre les universités et les entreprises; accroître le financement des stages aux cycles supérieurs dans de multiples disciplines; ☐ Éducation internationale : lancer des initiatives de marketing et de mise en valeur de l'image du Canada afin d'attirer les étudiants étrangers; instaurer des mécanismes d'appui à la mobilité des étudiants canadiens. ☐ Éducation postsecondaire des Autochtones : investir dans les mécanismes de rattrapage, les programmes de mentorat et de soutien destinés aux étudiants. Ces initiatives s'ajoutent aux investissements visant à appuyer la prospérité, à créer des emplois et à préparer le Canada pour un avenir axé sur le savoir. Dans une économie mondiale encore fragile, ces activités nous permettront d'évoluer, de réussir et d'innover.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Soixante-dix pour cent des emplois créés dans la prochaine décennie devraient nécessiter une formation postsecondaire. Dans les cinq dernières années, les employeurs ont créé de nouveaux emplois, dont beaucoup nécessitent un diplôme universitaire, pour répondre à la demande croissante dans la

réglementation financière, la cybersécurité, la gestion des données, les médias sociaux et les relations internationales. Nous devons former des employés créatifs et ouverts sur le monde, pouvant s'adapter aux carrières de demain. Les universités forment ces employés. Même dans une économie affaiblie par une récession mondiale, les employeurs créent des emplois pour les diplômés universitaires. De mai 2008 à mai 2012, le nombre net d'emplois destinés aux diplômés universitaires a augmenté de 15 %, ou 613 000 emplois, tandis que les emplois pour diplômés collégiaux ont augmenté de seulement 5 % (279 000 emplois), et ceux ne nécessitant aucune formation postsecondaire ont reculé de 7 % (500 000 emplois). L'avantage financier des diplômés universitaires est important et s'accroît constamment. Pendant leur carrière, les titulaires d'un baccalauréat gagneront en moyenne 1,3 M\$ de plus que les titulaires d'un diplôme d'études secondaires et un million de plus que les diplômés collégiaux. Comment expliquer cet avantage? Un milieu d'apprentissage enrichi par la recherche et ouvert sur le monde permet aux étudiants d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour réussir dans un marché de l'emploi en évolution. Le processus de recherche – soit définir un problème, trouver des solutions et appliquer les connaissances acquises dans des domaines connexes – est par définition novateur. Le maintien du financement des organismes subventionnaires et de la FCI, et la hausse des investissements dans les programmes de stages pour étudiants et nouveaux diplômés – au Canada et à l'étranger – permettront d'exploiter les compétences novatrices des diplômés. Des stages et des études à l'étranger permettront de renforcer le savoir mondial et les compétences entrepreneuriales des jeunes. Nos universités collaborent avec les entreprises canadiennes pour élargir les programmes de stages. Un soutien gouvernemental accru aiderait ces entreprises à profiter des talents de ces diplômés. Ceux-ci favorisent l'innovation dans les entreprises, entraînant leur croissance et stimulant la création d'emplois dans toute l'économie.

### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Le changement démographique crée des enjeux pressants en matière de santé, de société, d'économie et d'emploi. Les universités relèvent ces défis en effectuant de la recherche, en formant des diplômés talentueux et créatifs grâce à la collaboration internationale en recherche, en attirant des étudiants étrangers et en améliorant l'accès des Autochtones à l'éducation. Les chercheurs canadiens se penchent sur les répercussions du vieillissement de la population sur les services sociaux et de soins de santé et les manières d'améliorer l'accessibilité des soins de santé ainsi que la sécurité et la sûreté à domicile, sur la route et dans le cyberspace. Les universités délèguent les plus brillants cerveaux pour se pencher sur les plus grands problèmes. La hausse des investissements dans la collaboration internationale en recherche permettra au Canada d'alimenter des partenariats de haut calibre pour relever ces défis. Pour faire du Canada une destination de choix, il faut des politiques souples et responsables qui permettront de concurrencer les principaux pays d'accueil d'étudiants internationaux (États-Unis, Royaume-Uni et Australie). Grâce aux modifications apportées au système d'immigration fédéral en 2011, les candidats étrangers au doctorat peuvent facilement demander le statut de résident permanent du Canada. Ainsi, jusqu'à 1 000 doctorants et nouveaux diplômés nécessaires à l'économie demeureront au pays chaque année. La stratégie internationale en matière d'éducation, commandée par le gouvernement fédéral et attendue sous peu, devrait inclure des mesures qui aideront les universités à attirer les meilleurs étudiants, professeurs et chercheurs étrangers afin d'offrir au marché de l'emploi canadien des ressources hautement qualifiées et ouvertes sur le monde. Les Autochtones forment le segment de population qui connaît la croissance la plus rapide au Canada. En aidant les jeunes à obtenir leur diplôme d'études secondaires et à entrer à l'université, le Canada sera en mesure de répondre aux besoins du marché de l'emploi. Les mesures décrites ci-dessus ne suffiront pas seules à

résoudre les problèmes découlant du changement démographique. Le Canada doit également accroître sa productivité. Les mécanismes améliorant l'expérience universitaire – les programmes d'études à l'étranger, les stages et les projets de recherche – forment des employés talentueux, créatifs et ouverts sur le monde.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

L'amélioration de la productivité dépend de notre capacité à innover. Que les entreprises souhaitent améliorer leurs produits et services ou mettre en marché des nouveautés, la solution repose sur la recherche. Le rapport du Groupe d'experts sur le soutien fédéral de la recherche-développement propose de poursuivre les investissements dans la recherche fondamentale menée par les universités et d'améliorer les partenariats entre les universités et le secteur privé. Les universités ont accueilli favorablement le rapport Jenkins l'automne dernier et attendent la mise en oeuvre de mesures favorisant les partenariats entre le gouvernement, les universités et l'industrie. Les universités respectent les normes en matière d'excellence évaluée par les pairs pour financer les meilleures idées, les transmettre aux entreprises canadiennes et améliorer leur position concurrentielle. Les PME représentent environ 75 % du secteur privé et emploient en moyenne moins de 10 personnes. Elles ont rarement les ressources pour effectuer leur propre recherche, employer de nouveaux diplômés ou accueillir des stagiaires afin de réaliser des gains de productivité. Les universités se réjouissent du soutien accordé aux programmes Mitacs-Accélération et de bourses de recherche du CRSNG lors de récents budgets et appuient les recommandations du rapport Jenkins visant la coordination et l'expansion de ces programmes. Les marchés internationaux sont souvent inaccessibles aux PME, mais les chercheurs canadiens peuvent ouvrir ces entreprises au monde. Quelque 40 % des professeurs canadiens ont obtenu au moins un diplôme à l'étranger, et un pourcentage plus important possède de solides réseaux internationaux grâce aux échanges et aux collaborations à l'étranger. Le Canada peut favoriser le commerce international grâce aux réseaux universitaires. Les pays développés et émergents renforcent leur avantage à l'échelle internationale en investissant dans l'internationalisation des universités. Selon un modèle de financement public-privé, le programme Science sans frontières permettra à 101 000 étudiants et chercheurs brésiliens d'effectuer un séjour d'études ou de recherche à l'étranger au cours des quatre prochaines années. Plus de 30 % des étudiants allemands vivent une expérience à l'étranger, et le pays instaure des stratégies de mobilité étudiante bidirectionnelle. L'adoption de programmes similaires au Canada stimulera sa stratégie commerciale et la productivité du secteur privé.

#### **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Au cours des 20 prochaines années, plus de 400 000 Autochtones intégreront le marché de l'emploi. Cette croissance rapide de la population autochtone représente une occasion d'améliorer le bien-être et la prospérité des familles et des collectivités autochtones. Il s'agit d'une source importante de talents pour répondre aux besoins du marché de l'emploi. En fait, les Autochtones ont désigné l'éducation comme leur priorité et la clé de leur bien-être et de leur prospérité. Actuellement, le tiers d'entre eux n'ont pas terminé leurs études secondaires, et 20 % n'ont pas de formation postsecondaire. Seuls 8 % des Autochtones possèdent un diplôme universitaire, soit près de trois fois moins du reste de la population. Les mesures pour accroître les taux d'obtention du diplôme d'études secondaires et

améliorer l'accès à l'université aideront considérablement les Autochtones et le Canada. À l'échelle nationale, ces mesures contribueront à résoudre des difficultés liées au changement démographique et au marché de l'emploi. Dans les collectivités, elles permettront de s'attaquer à des enjeux sanitaires, sociaux et économiques. De plus, les taux d'emploi et les salaires augmentent considérablement avec le niveau de scolarité. Par exemple, le recensement de 2006 a révélé qu'environ 45 % des Autochtones de 25 à 64 ans n'ayant pas terminé leur secondaire occupent un emploi. Ce taux grimpe à 84 % chez les titulaires d'un baccalauréat. En outre, ces derniers gagnent en moyenne 55 000 \$ par année, comparativement à 36 000 \$ pour les titulaires d'un diplôme d'études secondaires. Les universités reconnaissent que pour attirer les jeunes Autochtones, il faut les sensibiliser bien avant la dernière année du secondaire. Elles ont établi des partenariats avec des écoles et des collectivités autochtones pour mettre en place des initiatives visant à convaincre les jeunes et les parents d'envisager un avenir à l'université. Ces initiatives de recrutement fournissent aux jeunes de l'information sur les cours universitaires, sur les carrières auxquelles un diplôme universitaire peut mener, ainsi que sur les programmes d'aide financière et de soutien aux étudiants. Les universités sont favorables aux mesures améliorant l'éducation aux niveaux primaire et secondaire ainsi qu'à celles favorisant l'accès aux études supérieures.